



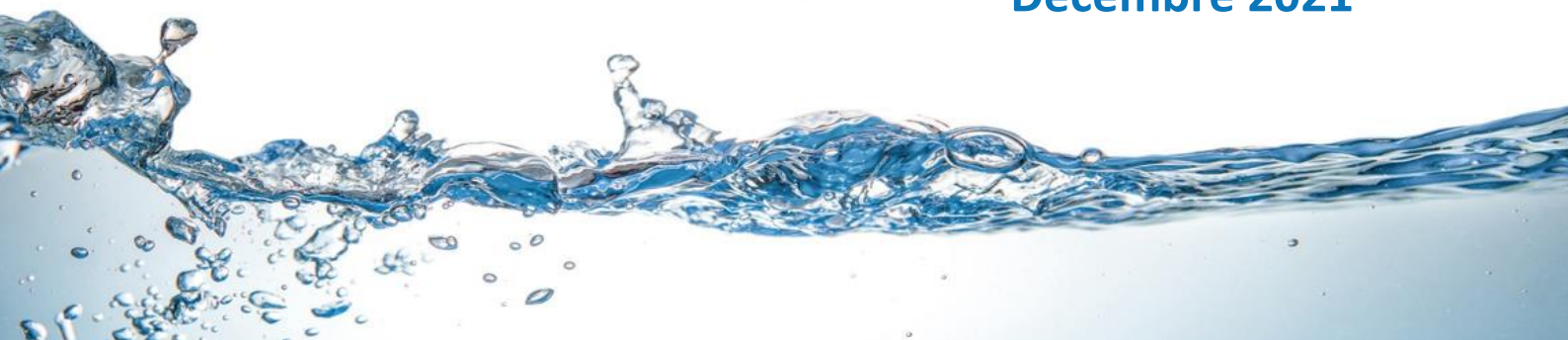
*Service Eau publique*

**Commune de Saint-Dier d'Auvergne**

**Mise à jour de l'Etude de zonage  
d'Assainissement**

**Notice explicative**

**Décembre 2021**



## Sommaire

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>OBJECTIF DE L'ETUDE</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DONNEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-DIER D'Auvergne</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Situation géographique et démographique</b>	<b>5</b>
<b>3.2</b>	<b>Captage AEP</b>	<b>5</b>
<b>3.3</b>	<b>ZNIEFF</b>	<b>5</b>
<b>3.4</b>	<b>Urbanisme</b>	<b>6</b>
<b>3.5</b>	<b>Exploitation agricole ICPE</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL</b>	<b>7</b>
<b>4.1</b>	<b>Réseaux existants</b>	<b>7</b>
<b>4.2</b>	<b>Stations d'épuration</b>	<b>8</b>
4.2.1	STEP du bourg	8
4.2.2	STEP de Lafarge	8
4.2.3	STEP de Crohet	8
<b>4.3</b>	<b>Assainissement Non Collectif</b>	<b>8</b>
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :	12
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2013 :	13
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	14
<b>5</b>	<b>ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>15</b>
<b>5.1</b>	<b>Etudes de nouveaux assainissements collectifs</b>	<b>15</b>
5.1.1	Extension du réseau rue de la Gendarmerie	15
5.1.2	Maison non raccordée, rue de la Gendarmerie	16
5.1.3	Projet d'extension du réseau route de Serves	16
5.1.4	Choix de la Municipalité	17
<b>6</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>18</b>
<b>6.1</b>	<b>Assainissement collectif actuel</b>	<b>18</b>
<b>6.2</b>	<b>Assainissement collectif futur</b>	<b>18</b>
<b>6.3</b>	<b>Assainissement non collectif</b>	<b>18</b>

## 1 Introduction

La commune de Saint-Dier d’Auvergne se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés. En 2015 et avant leur fusion les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l’élaboration d’un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l’Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandé à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune de Saint-Dier d’Auvergne a délégué sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d’Assainissement de la Région de Clermont-Ferrand Est (SIAREC) en 2021.

Elle possède un zonage d’assainissement en date de mars 2013 consultable en annexe 1.

## 2 Objectif de l’étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l’Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d’assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l’épuration et le rejet ou la réutilisation de l’ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l’assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d’assurer le contrôle des dispositifs d’assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

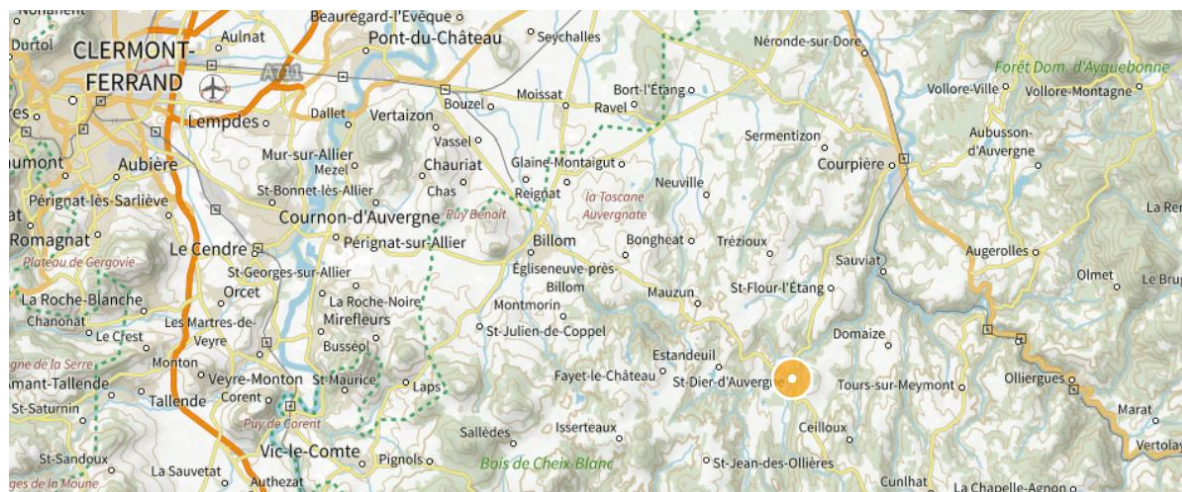
Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d’aider la municipalité dans le choix des modes d’assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d’opportunité sur certains villages de la commune afin d’améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

### 3 Données sur la commune de Saint-Dier d’Auvergne

#### 3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Saint-Dier d’Auvergne fait partie de la Communauté de communes de Billom Communauté.



Population	Saint-Dier d’Auvergne (63520)
Population en 2017	519
Densité de la population (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> ) en 2017	25.8
Superficie (en km <sup>2</sup> )	20.2
Nombre de ménages en 2017	254
Nombre de logement en 2017	405

#### 3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l’alimentation en eau potable n’est existant sur la commune.

#### 3.3 ZNIEFF

La commune possède une ZNIEFF (Zone Naturelle d’Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique). La carte de la ZNIEFF est consultable en annexe n°2.

### 3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Saint-Dier d’Auvergne et Billom Communauté en font partie.

Un PLU-H en date du 21 Octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne s’applique sur cette zone d’étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Saint-Dier d’Auvergne sont identifiées. Le PLU-H encadrent le type de constructions autorisées.

Le principe est d’urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L’activité agricole devra être conservée en priorité.

L’urbanisation de terre agricole ne sera pas possible excepté dans les cas suivants :

- la construction ou l’installation est nécessaire à l’exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d’une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

### 3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n’est classée.

## 4 Assainissement collectif et Non Collectif Actuel

### 4.1 Réseaux existants

Trois systèmes d’assainissement indépendants sont présents sur la commune. L’un de ces réseaux collecte les eaux usées du bourg et est mixte (réseau séparatif et unitaire). La station se situe à l’est du bourg. Les deux autres systèmes d’assainissement collectent respectivement les eaux usées des villages de Lafarge et du Crohet. Ces réseaux, chacun équipé d’une station d’épuration, sont séparatif.

Tous les autres villages de la commune ne possèdent pas de réseaux de collecte des eaux usées. Les habitations sont dotées de systèmes de traitement autonomes.

Le tableau suivant reprend l’inventaire des ouvrages existants (janvier 2022) sur la commune. Les linéaires de réseaux ne comprennent pas les futurs travaux de la commune. Ces linéaires ont été calculés à partir des données à jour du SIG de la SEMERAP.

Etat des lieux des ouvrages existants SAINT-DIER D’AUVERGNE	
Réseau eaux usées strictes	2 503 ml
Réseau eaux pluviales	2 519 ml
Réseau unitaire	1 802 ml
Refoulement	266 ml
Grille et avaloir	78
Regard de visite	154
Déversoir d’orage	3

## 4.2 Stations d’épuration

### 4.2.1 STEP du bourg

Cette station d’épuration de capacité nominale 600 Equivalent Habitant (EH) de type boues activées a été mise en service en janvier 1982. La station traite la pollution de manière satisfaisante selon les rapports de visites du SATEA (Service d’Assistance Technique à l’Eau et à l’Assainissement) de 2021.

### 4.2.2 STEP de Lafarge

Cette station d’épuration de capacité nominale 25 Equivalent Habitant (EH) de type filtres plantés de roseaux a été mise en service en juin 2006. La station traite la pollution de manière satisfaisante selon les rapports de visites du SATEA de 2021.

### 4.2.3 STEP de Crohet

Cette station d’épuration de capacité nominale 60 Equivalent Habitant (EH) de type filtres plantés de roseaux a été mise en service en octobre 2008. La station traite la pollution de manière très satisfaisante selon les rapports de visites du SATEA de 2021.

## 4.3 Assainissement Non Collectif

### 4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d’assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d’assainissement collectif doivent se munir d’un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l’arrêté du 6 mai 1996 met en avant l’utilisation des techniques d’épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d’assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d’en prendre en charge l’entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d’un Service Public de gestion pour l’Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l’assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l’assainissement non collectif où elles sont tenues d’assurer le contrôle des différents dispositifs d’assainissement.

La commune de Saint-Dier d'Auvergne a décidé de confier sa compétence assainissement collectif au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 2020. Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune de Saint-Dier d'Auvergne a confié sa compétence assainissement non collectif au SIAREC en janvier 2021.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

#### 4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).  
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes\* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire\* ou environnemental\*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :

a) Installation présentant :

- soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;

- soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;

b) Installation incomplète\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire

c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré** : Installation incomplète\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

**Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente**

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

**\*« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;

- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;

- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

**\* « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;

- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

**\* « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

#### 4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d’assainissement :

Ce tableau présente le récapitulatif des visites de contrôles des dispositifs d’assainissements non collectif effectués par SUEZ entre 2011 et 2013.

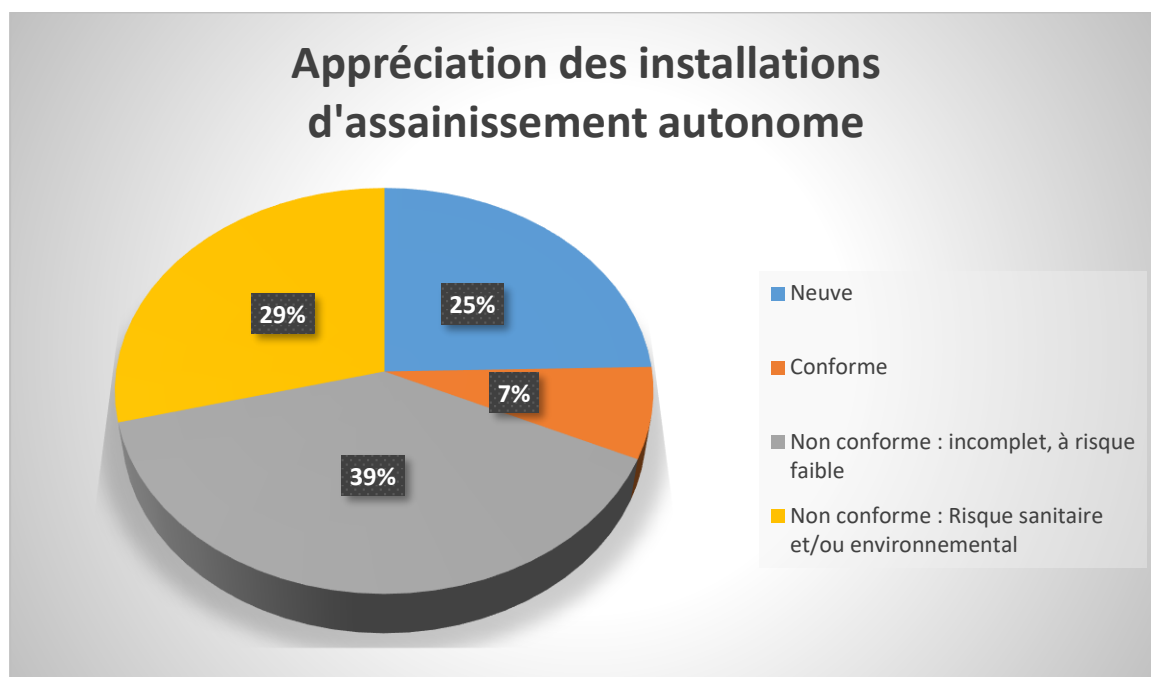
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Visites faites	104
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	18
ANC Neuf	34
Nombre de visite reportée	14
Nombre de refus de visite ou d’absence le jour de la visite	30
Total	200

Parmi les 182 habitations possédant un système d’assainissement autonome :

- 76 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

#### 4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2013 :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des visites des installations d’assainissement autonome réalisées sur la commune entre 2011 et 2013.



- Trente-quatre (34) installations sont neuves et Dix (10) installations sont classées comme : « **Conforme** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d’une fosse en prétraitement et d’un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d’un épandage fonctionnant correctement lors de la visite ou d’une filière compacte occupant moins d’espace.
- Cinquante-quatre (54) installations sont classées comme : « **Non-conforme : incomplète, à risque faible** ». Ces installations sont soit sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements mineurs. Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l’environnement.

*Ces installations devront être réhabilitées [lors de la vente des habitations](#).*

- Quarante (40) installations sont classées comme : « **Non-conforme : Risque sanitaire et/ou environnemental** ». Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé. Ces installations représentent un risque pour la santé des personnes et pour l’environnement.

*Ces installations devront être réhabilitées [sous quatre ans](#) afin de cesser les nuisances.*

Depuis 2013, de nombreuses installations ont soit vu le jour, soit été réhabilitées. Une nouvelle campagne de contrôles devrait être organisée prochainement

#### 4.3.5 Aptitude des sols à l’assainissement autonome

D’après l’étude de sol réalisée en 1998 lors de l’établissement du Zonage d’Assainissement de la commune, plusieurs zones d’aptitudes des sols à l’assainissement non collectif avaient été identifiées allant d’une aptitude mauvaise à globalement satisfaisante.

Le dispositif d’assainissement autonome préconisé est de type **filtre à sable avec drainage de précaution**. Une étude à la parcelle est tout de même nécessaire et doit être réalisée afin de déterminer précisément la nature du sol (sa pente, sa perméabilité, la présence d’eau souterraine ou d’un socle rocheux à faible profondeur...).

## 5 Etude des scénarios d’assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d’études d’avant-projet avant réalisation.

### 5.1 Etudes de nouveaux assainissements collectifs

Les projets présentés dans ce paragraphe ont été demandés par la commune. Les villages de la commune qui ne sont pas mentionnés dans les projets suivants seront considérés en zonage d’assainissement non collectif. L’étude de nouveaux systèmes d’assainissement collectif sur ces villages n’est soit pas prioritaire soit pas envisageable.

#### 5.1.1 Extension du réseau rue de la Gendarmerie

Le bourg de Saint-Dier d’Auvergne est desservi par un réseau d’eaux usées mixte. Toutes les habitations ne sont pas reliées à ce réseau. C’est le cas des deux dernières habitations de la rue de la Gendarmerie, une maison et une ferme. On propose donc de chiffrer le coût d’une extension du réseau afin de les raccorder.

Un plan en annexe 3 détaille le projet d’extension du réseau d’eaux usées.

Pour que les eaux usées des deux habitations transitent gravitairement dans le réseau, il faudra prévoir d’enfouir les canalisations de l’extension plus profondément sur 40 mètres linéaire car la topographie de la rue n’est pas favorable. Cette surprofondeur engendrera un coût supplémentaire.

#### Coût de l’extension du réseau d’eaux usées, rue de la Gendarmerie :

Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobée	245	85	20 825
Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers	1000	2	2 000
Plus-value pour surprofondeur de canalisation	55	40	2 200
Frais divers et imprévus (10%)			2 475
<b>Total € HT</b>			<b>27 500</b>

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d’œuvre, en 2022,

Le coût de l’extension du réseau de collecte est estimé à environ **27 500 € HT** soit **13 750 € HT par branchement**. Les habitations, se trouvant en dessous de la route, devront s’équiper de pompes de relevage ce qui alourdira le coût total.

La mise en place d’un dispositif d’assainissement autonome neuf peut coûter entre **8 000 à 10 000 € HT**.

Cette extension de réseau ne semble pas judicieuse, son coût étant plus élevé que la réhabilitation ou la mise en place d’un nouveau système d’assainissement autonome. De plus,

elles nécessiteront des systèmes de relevage engendrant un coût d’exploitation aux particuliers.

### 5.1.2 Maison non raccordée, rue de la Gendarmerie

Les deux dernières habitations de la rue de la Gendarmerie ne sont pas les seules à ne pas être raccordées. C’est le cas de la maison de Mme LOMBARDI située sur la parcelle 0E 587. Au dernier zonage, elle relevait de l’assainissement collectif. Elle se situe à proximité du réseau de collecte mais aura besoin d’une pompe de relevage pour se raccorder, la sortie des eaux usées, localisée dans la cave, se trouvant en dessous du niveau du réseau.

Si le projet d’extension de réseau de la rue de la Gendarmerie n’est pas accepté par la Municipalité, on propose que la parcelle 0E 587 de Mme LOMBARDI relève de l’assainissement non collectif. Ainsi, la propriétaire aura le choix soit de se raccorder au réseau grâce à une pompe de relevage, soit de s’équiper d’un système d’assainissement non collectif.

### 5.1.3 Projet d’extension du réseau route de Serves

Le bourg de Saint-Dier d’Auvergne est desservi par un réseau d’eaux usées mixte. Toutes les habitations ne sont pas reliées à ce réseau. C’est le cas des deux dernières habitations de la route de Serves. Toutefois, la dernière maison de la route s’est équipée récemment d’un système d’assainissement non collectif et la topographie est peu favorable à un raccordement gravitaire de cette maison. Cette habitation ne sera pas comprise dans le projet.

L’autre maison, située à côté du cimetière, possède aussi un système d’assainissement non collectif. Son état est inconnu.

On notera aussi que trois parcelles constructibles sont susceptibles d’accueillir des habitations. On propose donc de chiffrer le coût d’une extension du réseau afin de raccorder une habitation et les trois parcelles constructibles présentes route de Serves.

Un plan en annexe 4 détaille le projet d’extension du réseau d’eaux usées.

#### **Coût de l’extension du réseau d’eaux usées, route de Serves :**

Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobée	245	138	33 810
Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers	1000	4	4 000
Frais divers et imprévus (10%)			3 790
<b>Total € HT</b>			<b>41 600</b>

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d’œuvre, en 2022,

Le coût de l’extension du réseau de collecte est estimé à environ **41 600 € HT** soit **10 400 € HT par branchement**.

La mise en place d’un dispositif d’assainissement autonome neuf peut coûter entre **8 000 à 10 000 € HT**.

Cette extension de réseau semble judicieuse, son coût étant faiblement plus élevé que la réhabilitation ou la mise ne place d’un nouveau système d’assainissement autonome. De plus, les trois parcelles peuvent être découpées afin d’accueillir un nombre plus élevé d’habitations.

#### 5.1.4 Choix de la Municipalité

Extension du réseau à la rue de la Gendarmerie :

La Municipalité a décidé de ne pas créer d’extension, rue de la Gendarmerie et de basculer la parcelle OE 587 en zonage d’assainissement non collectif.

Extension du réseau à la route de Serve :

La Municipalité a décidé de créer une extension de réseau à la route de Serve.

## 6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

### 6.1 Assainissement collectif actuel

Les villages suivants relèveront de l'assainissement collectif :

- Lafarge,
- Le Crohet,
- Le bourg,

### 6.2 Assainissement collectif futur

Les parcelles E 1123, 1124, 1125, 1126 et 1148 relèveront de l'assainissement collectif futur.

La Municipalité n'a aucun délai pour réaliser les travaux vus précédemment. Dans l'attente de leur réalisation, les particuliers devront s'équiper d'un système d'assainissement autonome ou le réhabiliter afin d'être en conformité.

### 6.3 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors de villages cités précédemment relèveront de l'assainissement non collectif.

La parcelle OE 587 relèvera désormais de l'assainissement non collectif.

# ANNEXES

# Annexe 1

## Ancien plan de zonage

## Annexe 2

### ZNIEFF

# Annexe 3

## Plan du projet d’extension

### de réseau

### rue de la Gendarmerie

# Annexe 4

## Plan du projet d’extension

### de réseau

### route de Serve

## Annexe 5

### Nouveau plan de zonage



---

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises  
Rue Richard Wagner  
BP 60030  
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38  
Email : [contact@semerap.fr](mailto:contact@semerap.fr)

